

En lutte. Les salariés de l'action sociale et de la santé employés par des associations ont manifesté leur volonté de ne pas devenir des marchandises.

On ne doit pas brader le lien social

■ 44 ans que les salariés de la santé et de l'action sociale bénéficient d'une convention collective « CC 66 », déjà mise en cause par le patronat en 2005, et sauvée par la mobilisation des salariés.

Hier, ce sont les salariés des structures associatives intervenant dans le secteur qui sont venus « fêter » l'anniversaire d'une convention collective qui est de nouveau menacée. « Nous sommes venus interpeller les financeurs de nos structures, dont le conseil général, mais aussi les syndicats d'employeurs qui ont décidé de leur côté de remettre en cause cette convention col-

lective. » explique Bruno Mouret, du syndicat CGT santé action sociale. Pour lui, les signes politiques ne sont pas réjouissants « on supprime des moyens à l'action sociale tous les jours, et cela est amplifié depuis la mise en oeuvre de la loi santé patient territoire. Ce sont les agences régionales de santé qui vont gérer les moyens de nos structures, et nous savons déjà ce que cela peut donner. Récemment, les salariés des crèches se sont mobilisés, et on leur demande d'accueillir 12 enfants par animateur. De la même manière pour l'accompagnement de personnes handicapés, ce qui serait » rentable

c'est de faire accompagner 30 à 40 personnes par seulement deux professionnels. Et tout à l'encre, au pôle emploi, les salariés doivent consacrer 3 minutes seulement par personne... et on enlève des moyens en terme de prévention à la protection judiciaire de la jeunesse... »

Pour les salariés rassemblés hier, tout démontre une volonté d'abaisser les coûts dans leurs métiers « ou il s'agit principalement d'humain. c'est essentiellement sur les salaires que l'on peut rogner. Nous avons vu ce que ça a donné récemment avec AVIPTH (Cap Emploi) qui a licencié 5 salariés. » Pour

bruno Mouret, cela précède d'une privatisation rampante de l'action sociale « On a vu proposer des aides à la personne pour 45 euros les deux heures dans un grand magasin... peut être cela va-t-il être la même chose pour nos métiers. »

Les syndicats Sud et CGT qui appelaient au rassemblement d'hier, invitent les salariés à participer le 23 mars prochain à la manifestation nationale, et espèrent qu'à ce moment là, ou la période de réserve électorale du préfet sera terminée, ils pourront être reçus par le représentant de l'Etat.

CHRISTOPHE COFFINIER



MANIFESTATION Guerre sociale ou action sociale ?

Les salariés des associations investies dans l'action sociale et la santé manifestaient hier pour protester contre une révision de leur convention collective qui leur ôte les moyens d'intervenir dans le secteur. PAGE 7

VAUCLUSE/SOCIAL

Aujourd'hui, départ de la manifestation à Avignon à 10 h 30

par La Rédaction du DL | le 23/03/10 à 05h04

★★★★★ 0 vote | 234 vues | 0 commentaire

AA⁺ AA⁻  



Photo

★★★★★
0 vote
Vue 23 fois
2 commentaires

Fonctionnaires et employés du privé sont appelés à la grève aujourd'hui. Pour le Vaucluse, un rassemblement est prévu ce matin à 10 h 30 au rond-point de la gare centre d'Avignon.

La plupart des syndicats se retrouveront pour défendre les salaires, l'emploi, les conditions de travail mais aussi le maintien du service public et les retraites.

Les Papeteries en symbole

« Ce dernier point sera discuté en septembre au Parlement. Ce rendez-vous de mardi (aujourd'hui, ndr) permettra de savoir si on arrive à se mobiliser sur cette question cruciale » s'interroge Thierry Georges de l'union locale CGT de Vaison-la-Romaine qui annonce qu'une délégation des Papeteries de Malaucène sera présente. Pour la confédération générale de travailleurs, les Papeteries sont en effet un des symboles de la lutte dans la Vaucluse pour sauver l'emploi industriel.

Le syndicaliste martèle qu'en France, les mesures prises par le gouvernement n'ont apporté aucune réponse aux urgences sociales : « Allègements de "charges patronales", suppression de la taxe

professionnelle et aides massives aux banques n'ont fait que conforter les profits des entreprises, sans permettre une reprise de l'activité et une baisse du chômage. Quant aux services publics, le gouvernement persiste à supprimer massivement des postes indispensables à des missions utiles. Nous avons besoin de services publics et d'entreprises publiques. Ces mesures alimentent les mécanismes qui nous conduisent à la crise. La gestion des entreprises emprunte les mêmes recettes, la précarité des emplois en plus pour mieux augmenter les dividendes aux actionnaires comme on le voit à Malaucène. Le titre est à 44 dollars contre 13 à l'annonce de la fermeture de l'usine en avril dernier... ».

"Il ne faut pas mélanger politique et syndicalisme"

Thierry Georges affirme fort et clair que ce rendez-vous n'a rien à voir avec les élections régionales : « On continue de dire qu'il ne faut pas mélanger politique et syndicalisme ».

Le cortège remontera la rue de la République et poursuivra jusqu'à la place de l'Horloge. Là, où auront lieu les prises de parole.